Déclaration de la Commission exécutive confédérale

Après le premier tour de l'Election présidentielle, vers un puissant 1er mai pour les revendications, le progrès social et la solidarité internationale

Le résultat du premier tour de l'Election présidentielle du 22 avril 2012 fait apparaître notamment :

- une participation importante des électrices et électeurs, manifestant ainsi leur volonté d'intervenir sur les choix structurant leur avenir ;
- un premier désaveu pour le Président sortant, Nicolas Sarkozy, qui n'obtient que 27% des voix ;
- une forte aspiration à un changement de politique économique et sociale.

Le rejet de la politique antisociale et autoritaire, que Nicolas Sarkozy a menée durant 5 ans, est massif. Après les mobilisations nombreuses et importantes de 2009 et 2010, les salariés, les retraités et les privés d'emploi ont ainsi confirmé leur refus de payer la facture d'une crise économique dont ils ne sont pas responsables.

La CGT réaffirme ses dix exigences :

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux
- Contrôler les aides publiques aux entreprises
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- Stopper les suppressions d'emplois et rétablir la retraite à 60 ans
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- Réformer la fiscalité en profondeur
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

La CGT ne se résout pas au vote pour le front national de millions d'électeurs, ce qui renforce la place de l'extrême droite dans la vie politique française. Nicolas Sarkozy et sa majorité y auront largement contribué en flattant les thèses de ce parti tout au long du quinquennat. C'est une voie dangereuse pour la cohésion du pays et la recherche de réponses favorables au progrès social.

La CGT continuera son combat contre les idées d'exclusion, du rejet de l'autre, pour le « travailler et vivre ensemble ». Ce combat appelle à la mobilisation de tous les syndicalistes.

Le 6 mai, les salariés sont de nouveau appelés aux urnes. Pour la CGT, au vu du bilan et des projets du président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux inspirés des exigences patronales.

Battre Nicolas Sarkozy en élisant un nouveau Président de la République est nécessaire. C'est contribuer à créer un contexte plus favorable aux revendications et au progrès social qui nécessiteront toujours des mobilisations syndicales.

C'est réaffirmer la légitimité de l'action syndicale dans un pays démocratique.

C'est ouvrir de nouvelles possibilités pour intervenir dans la vie de l'entreprise et de la cité.

La CGT dénonce la provocation du président de la République qui vise à détourner et à récupérer le 1er mai par l'annonce d'un rassemblement de ses partisans, à Paris, ce jour-là, sur le thème fallacieux du « vrai travail ». Cette opération n'a d'autre objectif que de diviser les salariés et stigmatiser leurs organisations syndicales.

Dans ce contexte, la CGT appelle l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi à relever le défi qui est lancé en participant massivement aux manifestations syndicales unitaires du 1er mai :

- pour conforter la place que les réponses aux revendications sociales doivent prendre dans les politiques à venir ;
- pour réaffirmer que la lutte pour le progrès social appelle à la solidarité de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leurs origines, leurs nationalités ou leurs croyances ;
- pour exiger que le progrès social soit placé au cœur des politiques européennes.

Montreuil, le 24 avril 2012